

# Retrait de la loi asile immigration !

## RDV Dimanche 14 janvier 2024 contre la loi Darmanin

### Lons le saunier 10h Place de la liberté

### Dole 11h Statue Jean Jaurès

La loi asile immigration marque un tournant que nos collectifs, associations, syndicats et organisations politiques ne peuvent accepter. Elle reprend de nombreuses idées de l'extrême droite comme la préférence nationale et aura des conséquences terribles sur la vie de centaines de milliers d'habitantes étrangères sur le sol français. Il s'agit de la loi la plus régressive depuis 40 ans. Cette loi raciste et xénophobe restreint le droit au séjour, accentue considérablement la répression, s'attaque au droit d'asile, au droit du sol, aux étrangères malades, aux étudiantes non européennes, au regroupement familial. L'attaque contre l'hébergement d'urgence, le durcissement de l'accès aux prestations sociales dont les allocations familiales et les aides aux logements vont jeter des familles à la rue ou dans les bras de marchands de sommeil, particulièrement les femmes migrantes.

Cette loi va précariser davantage les travailleuses et travailleurs, les lycéennes, les étudiantes avec ou sans-papiers.

L'arbitraire préfectoral est encore renforcé, refoulement aux frontières, délivrance systématique des Obligations de Quitter le Territoire Français et Interdictions de Retour sur le Territoire Français et allongement de leur durée, notamment pour les travailleuses et les travailleurs. Cette loi s'attaque aux libertés publiques, bafoue les droits fondamentaux tel que le droit d'asile, réinstaura la double peine et fait honte à la France, qui prétend défendre les valeurs d'égalité entre toutes et tous. Nous exigeons donc le retrait de cette loi.

Nous appelons :

- À soutenir toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers, notamment les grèves
- À empêcher l'application de cette loi en multipliant les actions de solidarité et en faisant œuvre de désobéissance civile
- **À manifester massivement sur tout le territoire le dimanche 14 janvier**, pour empêcher que cette loi soit promulguée, combattre le racisme, la xénophobie et défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.

